



Side event : Enfants et conflits armés
The extent of the child protection emergency in Syria

**Intervention de M. Jean-Marc HOSCHEIT, Ambassadeur, Représentant permanent du
Luxembourg auprès des Nations Unies à Genève (11.3.2014)**

Madame la Représentante Spéciale,

Mesdames et Messieurs,

Chers panélistes,

Je me réjouis particulièrement d'être parmi vous aujourd'hui et me félicite de cette occasion qui nous permet d'aborder ce sujet extrêmement important et grave qu'est la protection des enfants en temps de conflit armé.

Je salue également le fait que les organisateurs de cet événement aient décidé de mettre l'accent sur la situation des enfants dans le conflit armé en République arabe syrienne, sujet qui nous préoccupe au plus haut point et qui exige une mobilisation accrue de la part de la communauté internationale. Il est urgent de tout mettre en œuvre, afin d'éviter que cette génération de jeunes Syriens ne deviennent « une génération perdue ».

Plus généralement, la protection des enfants en temps de conflit armé constitue une **priorité du Luxembourg dans le cadre de son action au Conseil de sécurité**. En effet, depuis le 1er janvier 2013, mon pays préside pour deux années le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés.

Nous nous félicitons ainsi de l'adoption à l'unanimité - la semaine passée - d'une nouvelle résolution sur les enfants et les conflits armés, la résolution 2143 (2014), et ce dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de sécurité au cours de ce mois.

Cette résolution appelle à renforcer le **dispositif de protection des enfants en temps de conflit armé** mis graduellement en place par le Conseil de sécurité depuis l'adoption en 1999 de la résolution 1261, qui fut la première résolution consacrée spécifiquement à cette thématique. Aux mesures prises par le Conseil de sécurité en vue de protéger les enfants en temps de conflit armé, se rajoutent évidemment les conventions internationales contenant des dispositions spécifiques à cet égard.

Pour autant, en dépit de ce cadre législatif et normatif solide et les incontestables succès rencontrés sur le terrain, la situation des enfants dans les conflits reste particulièrement précaire et menacée.

Madame la Représentante Spéciale,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

La situation des enfants en Syrie est particulièrement dramatique. En effet, d'après des chiffres récents, ce sont plus de 10.000 enfants - sur un total de plus de 140.000 victimes décédées - qui ont trouvé la mort en Syrie depuis mars 2011 affectant désormais un total de 5.5 millions d'enfants, dont 1 million d'enfants dans les régions assiégées ou difficile d'accès et ce, dans les conditions les plus difficiles. D'après le dernier rapport du l'UNICEF paru, le nombre d'enfants affectés par le conflit en Syrie a plus que doublé au cours des douze derniers mois. Ce scandale doit cesser.

Le rapport du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé en République arabe syrienne publié le 27 janvier 2014 et portant sur la période du 1er mars 2011 au 15 novembre 2013 est particulièrement édifiant. Il fournit des informations détaillées sur les violations et sévices commis à l'encontre des enfants par toutes les parties au conflit en Syrie et sur les souffrances indicibles subies par les enfants. Ce rapport a été présenté le 14 février 2014 par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés au Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés.

Sur base d'une description objective et d'autant plus terrible de la réalité vécu au quotidien par les enfants en Syrie, le rapport propose des mesures à adopter sans tarder par toutes les parties au conflit pour protéger et faire respecter les droits de tous les enfants en Syrie. Il demande notamment d'assurer et de faciliter l'accès sans entrave de l'assistance humanitaire aux populations touchées. Les négociations sur les recommandations relatives à ce rapport vont débiter au sein du Groupe de travail dans les meilleurs délais.

Le Luxembourg plaide de manière inlassable pour **un meilleur accès humanitaire en Syrie**. En tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, le Luxembourg, ensemble avec l'Australie et la Jordanie, a eu l'honneur de conduire les travaux qui ont mené à l'adoption à l'unanimité, le 22 février, de la [résolution 2139](#) (2014) qui constitue désormais le cadre de référence incontournable en ce qui concerne la situation humanitaire en Syrie. S'agissant de la situation spécifique des enfants dans le cadre de ce conflit armé sanglant, cette résolution condamne énergiquement les altérités aux droits de l'Homme et les violations du droit

international humanitaire et je cite toutes les violations et exactions graves commises contre des enfants, en contravention du droit international applicable, telles que l'enrôlement et l'emploi d'enfants, le meurtre et la mutilation, le viol, les attaques perpétrées contre des écoles et des hôpitaux, l'arrestation arbitraire, la détention, la torture, les mauvais traitements et l'utilisation comme boucliers humains, comme décrit dans le rapport du Secrétaire général « Les enfants et le conflit armé en Syrie (s/2014/31) » (fin de citation pond 1.). Malheureusement, ceci ne sont pas des possibilités théoriques, mais constituent des réalités choquantes sur le terrain en Syrie.

Le Luxembourg est également co-président, ensemble avec l'Australie et la Jordanie, du Groupe à haut niveau sur les défis humanitaires en Syrie. Parmi les sept domaines prioritaires que s'est fixé le Groupe, un élément essentiel constitue l'engagement en faveur de la démilitarisation des écoles et des hôpitaux.

Comme signalé dans le rapport du Secrétaire général, les parties aux conflits se sont attaquées à maintes reprises aux **écoles et hôpitaux**, les ont transformés en casernes, bases opérationnelles, postes de tir et lieux de détention. En prenant les enseignants et le personnel médical pour cibles, elles ont non seulement mis en danger la vie des enfants, mais aussi bafoué leur droit d'accès à l'éducation et à la santé.

Afin d'éviter que toute une génération d'enfants syriens ne soit sacrifiée, la question de la protection des enfants touchés par le conflit armé en Syrie est plus urgente que jamais.

Sans tarder, je vais passer la parole aux experts réunis autour de cette table, non sans remercier encore une fois « Defense for Children International », « War Child », ainsi que le Canada, la Turquie, les Pays-Bas et la Finlande pour avoir contribué de manière décisive à l'organisation de cet événement.

Je vous remercie.